

## BURUNDI

# À l'approche du référendum, le pouvoir resserre encore son étai

● **Alain WOLWERTZ**

**A** un peu plus d'une semaine du référendum (le 17 mai) qui doit permettre une révision de la Constitution, la pression ne cesse de s'accroître sur la société civile burundaise et la population en général.

Pour rappel, si la modification de la Constitution est acceptée, cela ouvrira la porte à une prolongation du mandat du président Pierre Nkurunziza jusqu'en 2034. Élu une première fois en 2005, et alors que la Constitution burundaise n'en autorise que deux, le président burundais de plus en plus omnipotent en est déjà à son troisième mandat.

### **Perquisitions arbitraires et radios interdites**

Depuis des mois, la population burundaise s'est résignée à une victoire du « oui ». D'une part, aucun observateur neutre ne sera autorisé à surveiller le bon déroulement du scrutin. Et, d'autre part, le pou-

voir ne cesse de resserrer son étai pour éviter qu'une voix discordante ne se fasse entendre.

« *Ce n'est plus seulement un régime de la peur, c'est un régime de l'horreur* », commente un membre de la société civile en évoquant le vote, mi-avril par l'assemblée nationale, d'une loi autorisant la police à perquisitionner nuit et jour, qui bon lui semble et sans mandat.

Cette semaine encore, le pouvoir a fait interdire de diffusion pendant six mois sur le territoire burundais la radio de la BBC et celle de la VOA (Voix de l'Amérique). RFI est également menacée de suspension. La faute de ces derniers médias d'information indépendante à encore exercer sur place ? « *Avoir tendu le micro à des personnes qui ont critiqué le président. Maintenant, il n'est presque plus possible d'avoir des informations fiables, explique notre interlocuteur. Mais de toute manière, avec ce référendum, on est face à un fait accompli. On sait d'avance que ce sera oui.* » ■